

2. Die Einschreibungen werden per Einschreibebrief an das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft (siehe o.e. Adresse) gesandt :
 - für die erste Sitzung vom 24. April 1995 bis zum 12. Mai 1995;
 - für die zweite Sitzung vom 14. August 1995 bis 29. August 1995.
3. Außerhalb der oben genannten Daten werden keine Einschreibungen berücksichtigt.
4. Die Kandidaten, die es unterlassen haben, eine für die Einschreibung erforderliche Formalität zu erfüllen, werden nicht in die Kandidatenliste eingetragen.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

30 NOVEMBRE 1994. — Circulaire ministérielle relative à la mise en œuvre des articles 1er et 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mars 1993 modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne

1. Objet

Par arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mars 1993, articles 1er et 2, le Gouvernement wallon soumet au système d'évaluation des incidences sur l'environnement organisé par le décret du 11 septembre 1985, « les arrêtés de l'Exécutif régional wallon relatifs à l'opportunité de révision des plans de secteur pris en application de l'article 40 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, lorsque ces révisions prévoient la création d'une zone industrielle ou artisanale ».

La présente circulaire vise à établir les règles nécessaires à la mise en œuvre de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement telle qu'organisée par le décret du 11 septembre 1985 précité et son arrêté d'application du 31 octobre 1991, dans le cadre de révisions partielles de plans de secteur, lorsque celles-ci prévoient la création d'une zone industrielle ou artisanale.

Cette circulaire constitue une mesure transitoire applicable dans l'attente d'une modification du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et du décret du 11 septembre 1985 précité, ayant pour objet d'intégrer la notion d'analyse des impacts environnementaux et d'aménagement du territoire au sein des procédures d'élaboration et de révision des plans d'aménagement.

2. Abréviations

G.W. : Gouvernement wallon.

D.G.A.T.L. : Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement.

E.I.E. : Etude d'incidences sur l'Environnement.

C.R.A.T. : Commission régionale d'Aménagement du Territoire.

C.C.A.T. : Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire.

Le décret : le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

L'arrêté : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

C.W.A.T.U.P. : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

3. Rappel : objectifs de la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement

L'ensemble de cette législation a pour objectif de soumettre un grand nombre de projets à une évaluation de leurs effets directs ou indirects, à court, moyen et long termes sur :

- le milieu abiotique (climat, sol, eau...);
- le milieu biotique (homme, faune, flore...);
- le cadre de vie (paysage, biens matériels, patrimoine culturel...).

Cette évaluation est prise en considération comme élément de décision.

4. Entrée en vigueur

L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mars 1993, en application de son article 6 est entré en vigueur le 5 mai 1993, date de sa publication au *Moniteur belge*.

5. Rôle de la D.G.A.T.L. — Administration compétente

Dans le cadre d'une procédure de mise en révision partielle de plans de secteur à laquelle le système d'évaluation des incidences sur l'environnement est intégré, celle-ci est amenée principalement à remplir les missions suivantes :

- entamer la procédure de mise en révision partielle sollicitée par le G.W.;
- solliciter l'établissement de la notice d'évaluation préalable auprès d'un auteur agréé;
- réceptionner la notice d'évaluation préalable et établir un rapport au G.W. portant sur la qualité et le caractère complet de celle-ci;
- donner un avis au G.W. sur l'opportunité d'imposer une étude d'incidences sur l'environnement;
- apporter son concours au G.W. dans le cadre de l'élaboration du contenu de l'E.I.E.;
- participer, le cas échéant, à la réunion d'information (article 31 de l'arrêté);
- apporter son concours au C.W.E., à la C.C.A.T., ou à la C.R.A.T., si cette aide est requise (article 38 de l'arrêté);

- transmettre l'étude d'incidences à la (aux) commune(s) concernée(s) aux fins d'organiser une enquête publique (articles 36 et suivants de l'arrêté);
- participer, le cas échéant, à la réunion de concertation (article 46 de l'arrêté);
- établir le rapport d'incidences (article 52 de l'arrêté);
- élaborer un projet d'arrêté reconnaissant l'utilité publique, décidant la mise en révision partielle du plan de secteur et arrêtant provisoirement ladite révision — transmission au G.W.;
- transmettre le dossier au gouverneur de la ou des provinces concernées aux fins d'organiser l'enquête publique et ce, dans l'hypothèse où une étude d'incidences n'est pas réalisée;
- préparer un projet d'arrêté définitif de modification partielle — transmission du dossier complet au G.W.

6. Demande de mise en révision partielle du plan de secteur

La demande de mise en révision partielle du plan de secteur émanant du G.W. est transmise au Ministre de l'Aménagement du Territoire.

Ce dernier transmet cette demande à la D.G.A.T.L. aux fins d'instruire la procédure.

La D.G.A.T.L., une fois saisie de cette demande, sollicite l'intervention d'un bureau d'étude agréé, en application des articles 10 et suivants de l'arrêté, pour élaborer la notice d'évaluation préalable sur l'environnement.

Le décret définit la notice comme étant « le document synthétisant les principaux paramètres écologiques du projet ».

L'objet principal de ce document est de permettre à l'autorité compétente, en l'occurrence le G.W., d'évaluer la nécessité de procéder à une étude d'incidences.

La forme et le contenu de la notice d'évaluation préalable sont définis à l'annexe I-C de l'arrêté (article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 mars 1993).

7. Contenu de la notice d'évaluation préalable

Outre les prescriptions contenues en l'annexe I-C de l'arrêté, la notice relative à une mise en révision partielle du plan de secteur comporte :

1. Description du projet
 - 1.1. Justification du projet et de sa localisation — démonstration de l'impossibilité de réaliser le projet en fonction des potentialités offertes ailleurs par le plan de secteur en vigueur
 - 1.2. Situation juridique
 - 1.3. Situation géographique
 - 1.3.1. Implantation géographique
 - 1.3.2. Description de l'environnement immédiat de la zone
 - 1.3.3. Voies de communication (liaisons routières, fluviales, ferroviaires)
Accessibilité par transports en commun
 - 1.4. Aménagement projeté dans la zone concernée
 - 1.4.1. Infrastructure routière
 - 1.4.2. Electricité
 - 1.4.3. Gaz
 - 1.4.4. Eau : approvisionnement, évacuation, épuration, nappe phréatique
 - 1.5. Zones tampons
2. Etat initial de l'environnement
 - 2.1. Occupation du sol
 - 2.2. Milieu abiotique
 - 2.2.1. Climat : pluviométrie, vitesse et direction du vent, température
 - 2.2.2. Géologie et pédologie : constitution pédologique, constitution géologique, hydrogéologie (sur base des cartes existantes)
 - 2.2.3. Topographie
 - 2.2.4. Qualité de l'air
 - 2.2.5. Hydrologie : qualité physico-chimique, qualité biologique, points de captages
 - 2.2.6. Le bruit
 - 2.3. Milieu biotique
 - 2.3.1. Flore
 - 2.3.2. Faune
 - 2.4. Cadre de vie
 - 2.4.1. Eléments paysagers : points d'appel, sites, monuments, bâtiments remarquables (classés...)
 - 2.4.2. Evaluation d'unités paysagères
 - 2.4.3. Zones de visibilité du site
 - 2.5. Milieu socio-économique
3. Incidences du projet sur l'environnement
 - 3.1. Incidences sur l'environnement durant l'aménagement
 - 3.1.1. Sur le milieu abiotique
 - 3.1.1.1. Qualité de l'air
 - 3.1.1.2. Hydrologie
 - 3.1.1.3. Bruits et vibrations
 - 3.1.2. Sur le milieu biotique
 - 3.1.2.1. Flore
 - 3.1.2.2. Faune

- 3.1.3. Sur le cadre de vie
 - 3.1.3.1. Modification du relief
 - 3.1.3.2. Nuisances visuelles
- 3.2. Incidences sur l'environnement après l'aménagement
 - 3.2.1. Sur le milieu abiotique
 - 3.2.1.1. Qualité de l'air
 - 3.2.1.2. Hydrologie
 - 3.2.1.3. Bruits et vibrations
 - 3.2.2. Sur le milieu biotique
 - 3.2.2.1. Flore
 - 3.2.2.2. Faune
 - 3.2.3. Sur le cadre de vie
 - 3.2.3.1. Modification du relief
 - 3.2.3.2. Nuisances visuelles
 - 3.2.4. Sur l'affectation des sols
 - 3.2.4.1. Rupture de maillage
 - 3.2.4.2. Réévaluation foncière
 - 3.2.4.3. Atteintes à la rentabilité des fonctions
- 4. Evolution de l'état initial de l'environnement en cas de non-révision partielle du plan de secteur projection
- 5. Mesures à prendre pour atténuer ou supprimer les effets du projet
 - 5.1. Sur le milieu abiotique
 - 5.1.1. Qualité de l'air
 - 5.1.2. Hydrologie
 - 5.1.3. Bruits et vibrations
 - 5.2. Sur le milieu biotique
 - 5.2.1. Flore
 - 5.2.2. Faune
 - 5.3. Sur le cadre de vie
 - 5.3.1. Intégration paysagère
 - 5.4. Aspect économique et social
 - 5.5. Risques
- 6. Cahier des charges environnementales pour les futures entreprises
- 7. Conclusions générales de l'auteur sur le projet de mise en révision partielle — propositions alternatives
- 8. Avis de la D.G.A.T.L. sur la demande de mise en révision partielle et la notice

Une fois la notice telle que ci-définie réalisée, l'auteur la transmet sans délai à la D.G.A.T.L.

A ce stade de la procédure, 3 solutions peuvent se présenter, soit :

 - 1. La notice paraît incomplète (insuffisamment détaillée). A ce moment, la D.G.A.T.L. propose au G.W. de solliciter des informations complémentaires à l'auteur de la notice d'évaluation préalable. Dans ce cas, l'avis de la D.G.A.T.L. sur l'opportunité de procéder à la réalisation de l'étude intervient alors, après réception des informations complémentaires, soit :
 - 2. La notice est complète.

La D.G.A.T.L. transmet la notice au G.W. et émet un avis motivé sur l'opportunité de faire réaliser une étude d'incidences.

Le cas échéant, cet avis comporte les exigences à requérir quant au contenu de l'étude.

En application de la présente instruction, il convient de considérer la date de réception par le G.W. de l'avis de l'administration auquel est joint la notice, comme étant le point de départ des délais prescrits par le décret et l'arrêté, soit :

 - 3. La notice est complète et ses conclusions révèlent des risques environnementaux évidents justifiant l'impossibilité de voir concrétiser la demande de mise en révision partielle.

La D.G.A.T.L. transmet au G.W. un rapport motivé au regard des risques environnementaux encourus et propose au G.W. de ne pas poursuivre la procédure de mise en révision partielle du plan de secteur.
- 9. Procédures applicables lorsque la notice est complète (8.B)

Observation quant aux délais impartis.

Les arrêtés de l'Exécutif régional wallon relatifs à l'opportunité de révision des plans de secteur pris en application de l'article 40 du C.W.A.T.U.P., lorsque ces révisions prévoient la création d'une zone industrielle ou artisanale ne sont pas soumis à étude d'incidences obligatoire.

En conséquence, la décision de procéder à la réalisation d'une E.I.E. doit intervenir dans les 30 jours de la réception par le G.W. de l'avis de la D.G.A.T.L. auquel est joint la notice (8.2), ou des renseignements complémentaires éventuellement réclamés (8.1).

 - 9.1. La D.G.A.T.L. émet un avis concluant à la non-nécessité de procéder à la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement

Si, suite à l'analyse de la notice par la D.G.A.T.L., celle-ci juge les incidences sur l'environnement peu importantes, elle propose au G.W., par avis motivé, de ne pas procéder à la réalisation d'une E.I.E. et de reprendre la procédure de mise en révision partielle du plan de secteur telle qu'organisée par le C.W.A.T.U.P.

A cet égard, dès réception du dossier composé, notamment, de l'avis de la D.G.A.T.L. et de la notice, le G.W. dispose de 30 jours pour décider de procéder ou non à la réalisation d'une E.I.E.

9.1.1. Décision du G.W. de ne pas procéder à la réalisation d'une E.I.E. Forclusion — reprise de la procédure habituelle

Dans cette hypothèse, la D.G.A.T.L. reprend la procédure organisée par le C.W.A.T.U.P. là où celle-ci s'était interrompue, à savoir : elle interroge la C.R.A.T. sur l'opportunité de la mise en révision partielle du plan de secteur.

A cette demande, la D.G.A.T.L. joint la notice, l'avis que celle-ci a préalablement émis ainsi que, le cas échéant, la décision du G.W. de ne pas procéder à la réalisation d'une E.I.E.

9.1.2. Décision du G.W. de procéder à la réalisation d'une E.I.E.

Dans les 30 jours à dater de la réception de la notice, le G.W. décide de procéder à la réalisation d'une E.I.E.

Par cette même décision, il détermine le contenu de l'E.I.E. à réaliser et désigne l'auteur d'étude agréé conformément à l'arrêté, qui sera chargé de réaliser ladite étude. Ledit auteur ne pourra, en aucun cas, être celui qui a établi la notice d'évaluation préalable.

A. Rôle de la D.G.A.T.L.

La décision sus-visée est transmise sans délai à la D.G.A.T.L. qui :

- 1) assure la notification du contenu prescrit à l'auteur d'étude;
- 2) informe le C.W.E., par pli ordinaire, du choix de l'auteur;
- 3) transmet à l' (aux) administration(s) communale(s) concernée(s) le dossier comportant :
 - 1° la notice;
 - 2° la décision du G.W. de procéder à la réalisation d'une E.I.E. et déterminant son contenu;
 - 3° la décision du G.W. comportant son choix de l'auteur d'étude (articles 28 à 34 de l'arrêté).
 (Les décisions visées au 2° et 3° peuvent être incluses dans le même acte.)

B. Procédure de consultation du public préalable à l'étude d'incidences, pour les projets envisagés par des personnes de droit public.

En application du décret et de l'arrêté, la procédure, régie par les articles 28 à 34 de l'arrêté, relative à la consultation du public préalable à l'étude d'incidences, doit être mise en œuvre dans le cadre de la mise en révision partielle d'un plan de secteur.

Dans les 8 jours de la réception des documents visés au A.3, et, pendant une durée de trente jours, l'(es) administration(s) communale(s) concernée(s) par le projet de mise en révision partielle du plan de secteur organise(nt) une enquête publique sur son (leur) territoire (articles 29 et 30 de l'arrêté).

Entre le sixième et le quinzième jour à dater du début de l'affichage, l'(es) administration(s) communale(s) organise(nt) une réunion d'information à laquelle la population est invitée (article 31 de l'arrêté).

A l'occasion de cette réunion doivent notamment être présents :

- un ou des représentant(s) du G.W.;
- un ou des représentant(s) de la D.G.A.T.L.;
- l'auteur d'étude.

C. Enquête publique — Concertation — Avis portant sur l'E.I.E.

Lorsque l'étude d'incidences est terminée, celle-ci est adressée au G.W., en cinq exemplaires.

Les différentes transmissions du dossier sont explicitées aux articles 36 à 40 de l'arrêté.

Toutefois, il est en l'espèce suggéré que la D.G.A.T.L. assure la centralisation des documents et la transmission de ces derniers au C.W.E., à la C.R.A.T., à (aux) C.C.A.T. concernée(s) ainsi qu'à l' (aux) administration(s) communale(s).

Deux procédures sont alors lancées simultanément :

- d'une part, l'avis du C.W.E. est demandé, ainsi que l'avis de(s) C.C.A.T. et de la C.R.A.T.;
- d'autre part, une enquête publique d'une durée de 30 jours est organisée par l'(es) administration(s) communale(s) conformément aux articles 41 à 43 de l'arrêté.

Le dossier fourni à la consultation publique comprend :

- la notice;
- la décision prescrivant l'établissement de l'E.I.E. ainsi que son contenu;
- le P.V. de la réunion d'information préalable;
- l'E.I.E. (celle-ci comportera une cartographie de la révision projetée).

Le procès-verbal de clôture de l'enquête publique est établi par l'administration communale et transmis à la D.G.A.T.L.

En outre, l'administration communale doit procéder à deux reprises à la publication de l'avis d'enquête dans deux journaux diffusés dans la région, dans les 15 jours de la réception du dossier prédéfini (article 42 de l'arrêté).

Si le nombre de réclamants est supérieur ou égal à 25, l'administration communale doit organiser une réunion de concertation le vingt et unième jour suivant l'expiration du délai d'affichage (articles 45 à 50 de l'arrêté).

Lors de cette réunion, doivent notamment être présents au sein du groupe de 9 personnes représentant :

- « l'autorité compétente »;
- un ou des représentant(s) du G.W.;
- un ou des représentant(s) de la D.G.A.T.L. (article 46 de l'arrêté).

Il appartient au représentant du G.W. d'assurer la présidence de la réunion (article 49 de l'arrêté) et d'établir le procès-verbal de celle-ci (article 50).

En application de l'article 51 de l'arrêté, les différents délais précisés ci-avant, hormis celui visé à l'article 50, sont suspendus pendant les mois de juillet et d'août.

D. Rapport d'incidences

Le rapport d'incidences est rédigé par la D.G.A.T.L.

Le contenu de ce document est déterminé à l'article 53 de l'arrêté. Il s'agit d'une synthèse mettant en évidence l'ensemble des éléments apparus lors de la procédure d'évaluation, tels que :

- l'étude d'incidences;
- les résultats de l' (des) enquête(s) publique(s);
- le procès-verbal de la (des) réunions de concertation éventuelle(s);
- les avis émis par le C.W.E., la (les) C.C.A.T., la C.R.A.T.;
- les observations éventuelles des communes et provinces voisines, régions et Etats voisins...;
- les conclusions de la D.G.A.T.L.

Ce rapport, une fois dressé, est envoyé au G.W., à l'auteur d'étude d'incidences, à (aux) administration(s) communale(s) concernée(s) ainsi qu'aux participants à (aux) réunion(s) de concertation, si celle(s)-ci a (ont) eu lieu.

Dès réception du rapport d'incidences, l' (les) administration(s) communale(s) concernée(s) procède(nt) à l'affichage pendant une durée de quinze jours, d'un avis indiquant que ce rapport peut être consulté au lieu qu'elle(s) détermine(nt).

La publication du rapport d'incidences clôture la procédure d'évaluation des incidences sur l'environnement.

La procédure de mise en révision partielle du plan de secteur reprend alors son cours tel que celui-ci est défini dans le C.W.A.T.U.P.

E. Reprise de la procédure de révision partielle du plan de secteur après E.I.E.

Après avoir sollicité l'avis de la C.R.A.T., la D.G.A.T.L. rédige un projet d'arrêté reconnaissant l'utilité publique, décidant la mise en révision partielle du plan de secteur et arrêtant provisoirement ladite révision.

Le G.W. signe l'arrêté précité (publication au *Moniteur belge*).

Normalement, en application du C.W.A.T.U.P., une enquête publique de quarante cinq jours est à ce moment organisée par le gouverneur de la (ou des) province(s) concernée(s).

Toutefois, l'article 20 du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement stipule que « la prescription par l'autorité compétente de l'établissement d'une étude d'incidences sur l'environnement en vertu de l'article 10, § 4, a pour effet d'empêcher la mise en œuvre des dispositions relatives à l'enquête publique et aux mesures particulières de publicité contenues dans d'autres lois, décrets et règlements ».

En conséquence, l'enquête publique visée par le C.W.A.T.U.P. ne doit plus être organisée.

Le gouverneur sollicite l'avis des communes concernées et de la députation permanente sur le projet de modification partielle (trente jours).

La D.G.A.T.L. transmet au gouverneur, aux fins de requérir l'avis de la C.R.A.T., les observations et réclamations issues de l'enquête publique organisée lors de la mise en œuvre du système d'évaluation des incidences sur l'environnement, le cas échéant le(s) P.V. des réunions de concertation, le rapport d'incidences.

La C.R.A.T. examine les avis, observations et réclamations issues de l' (les) enquête(s), commente et propose éventuellement des modifications au projet de révision partielle du plan de secteur.

Elle renvoie ensuite le dossier avec son avis au gouverneur de la province (quarante-cinq jours).

Le gouverneur de la province renvoie le dossier complet au G.W.

Le G.W. renvoie le dossier à la D.G.A.T.L. qui corrige éventuellement les plans « projets », rédige un projet d'arrêté définitif de modification partielle du plan de secteur et transmet le dossier complet au G.W.

Le G.W. signe l'arrêté définitif de modification partielle du plan de secteur (publication au *Moniteur belge*).

Le G.W. transmet copie de l'arrêté à (aux) administration(s) communale(s) concernée(s) (article 58 de l'arrêté).

Dans les quinze jours de la notification visée ci-avant, et pendant trente jours, l' (les) administration(s) communale(s) affiche(nt) des avis précisant que l'arrêté peut être consulté par le public au lieu et heures qu'elle(s) détermine(nt) (articles 57 à 59 de l'arrêté).

9.2. La D.G.A.T.L. propose au G.W. de procéder à la réalisation d'une étude d'incidences.

Si, à l'examen de la notice, la D.G.A.T.L. juge importantes les incidences du projet sur l'environnement, elle propose au G.W., moyennant due motivation, qu'il soit procédé à une E.I.E.

Elle joint à ce rapport la notice et une proposition de contenu d'étude à prescrire.

Le G.W. statue dans les 30 jours, à dater de la réception de ces documents, sur l'opportunité de prescrire une E.I.E.

A cet égard,

soit :

— il juge nécessaire de procéder à la réalisation d'une E.I.E. et la procédure définie au point 9.1.2. est d'application;

soit :

— le délai de 30 jours est dépassé, le projet est réputé dispensé du reste de la procédure d'évaluation.

La procédure prescrite par le C.W.A.T.U.P. reprend alors son cours (voir point 9.1.1.);

soit :

— il décide au vu de la notice, de ne pas procéder à une E.I.E. et la procédure prescrite par le C.W.A.T.U.P. reprend son cours (voir point 9.1.1.).

10. Choix de l'auteur agréé**10.1. Auteur agréé pour établir la notice d'évaluation préalable.**

Bien que les dispositions décrétales et réglementaires relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement ne requièrent pas l'établissement de la notice par un auteur agréé, compte tenu, d'une part, du particularisme et de la complexité de ce type de dossiers et, d'autre part, qu'en l'espèce, il y a confusion, en la personne du G.W., des qualités de demandeur et d'autorité compétente, il convient, afin de garantir aux citoyens une objectivité maximale de la procédure, de solliciter l'intervention d'un auteur indépendant dans le cadre de l'établissement de ladite notice.

A cet égard, il s'avère utile de se référer à l'article 11, § 2, du décret et aux articles 10 et suivants de l'arrêté pour déterminer les auteurs agréés habilités à dresser la notice.

Ces auteurs devront, en tout état de cause, être dûment agréés, au moins pour la catégorie « Aménagement du Territoire et Urbanisme ».

10.2. Auteur agréé pour réaliser l'E.I.E.

Dans la mesure où la notice d'évaluation préalable accompagnant le projet aura été établie par un auteur agréé, ce dernier ne pourra, en aucun cas, contribuer à la réalisation de l'E.I.E.

Namur, le 30 novembre 1994.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,

A. Baudson.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

30. NOVEMBER 1994. — Ministerialrundschriften über die Ausführung der Artikel 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. März 1993 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region

1. Betreff

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. März 1993, Artikel 1 und 2, unterzieht die Wallonische Regierung dem durch das Dekret vom 11. September 1985 organisierten System der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt « die in Anwendung von Artikel 40 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe beschlossenen Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive über die Opportunität der Revision der Sektorenpläne, wenn diese Revisionen die Eintragung eines Industriegebiets oder eines Gebiets für handwerkliche Betriebe vorsieht ».

Durch das vorliegende Rundschreiben wird bezweckt, die notwendigen Regeln für die Anwendung des Verfahrens zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt aufzustellen, so wie dieses Verfahren durch das vorerwähnte Dekret vom 11. September 1985 und dessen Anwendungserlaß vom 31. Oktober 1991 organisiert worden ist, und zwar im Rahmen von Teilrevisionen von Sektorenplänen, wenn diese Teilrevisionen die Schaffung eines Industriegebiets bzw. eines Gebiets für handwerkliche Betriebe vorsehen.

Dieses Rundschreiben ist eine Übergangsmaßnahme, die in Erwartung einer Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie des vorerwähnten Dekrets vom 11. September 1985 anwendbar ist; sie ist dazu bestimmt, beim Verfahren für die Aufstellungen und Revisionen der Raumordnungspläne den Begriff einer Analyse der Auswirkungen auf die Umwelt und auf die Raumordnung zu integrieren.

2. Abkürzungen

W.R.: Wallonische Regierung.

D.G.A.T.L. (Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement) Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens.

U.V.P.: Umweltverträglichkeitsprüfung.

C.R.A.T. (Commission régionale d'Aménagement du Territoire) regionaler Raumordnungsausschuß.

C.C.A.T. (Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire) kommunaler beratender Raumordnungsausschuß.

Das Dekret: das Dekret vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

Der Erlaß: der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Durchführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region.

C.W.A.T.U.P. (Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine) Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

3. Wiederholung: Zielsetzung des Verfahrens zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Diese gesamte Gesetzgebung dient dazu, die kurz-, mittel- und langfristigen, direkten bzw. indirekten Auswirkungen einer großen Anzahl Projekte auf die folgenden Umgebungen zu bewerten:

- das abiotische Milieu (Klima, Boden, Wasser...);
 - das biotische Milieu (Mensch, Fauna, Flora...);
 - der Lebensraum (Landschaft, materielle Güter, kulturelles Vermögen...)
- Diese Bewertung wird als Kriterium für den Beschluß betrachtet.

4. Inkrafttreten

Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. März 1993 ist in Anwendung seines Artikels 6 am 5. Mai 1993, dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft getreten.

5. Rolle der D.G.A.T.L. — Zuständige Verwaltung

Im Rahmen eines Verfahrens zur Teilrevision von Sektorenplänen, in welches das System zur Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt eingegliedert wird, ist die Verwaltung hauptsächlich dazu veranlaßt, folgende Aufgaben zu erfüllen:

- das Verfahren einer von der W.R. ersuchten Teilrevision anfangen.
- bei einem zugelassenen Verfasser die Aufstellung der Notiz über die vorherige Bewertung anfordern.
- diese Notiz über die vorherige Bewertung prüfen und der W.R. einen Bericht über die Qualität und die Vollständigkeit dieser Notiz aufstellen.

- der W.R. ein Gutachten über die Zweckmäßigkeit, eine Umweltverträglichkeitsprüfung aufzuerlegen, abgeben.
- der W.R. bei der Bearbeitung des Inhalts der U.V.P. ihre Mitwirkung bringen.
- ggf. an einer Informationsversammlung (Artikel 31 des Erlasses) teilnehmen.
- dem C.W.E. (Wallonischen Umweltrat), der C.C.A.T. oder der C.R.A.T. ihre Mitwirkung bringen, wenn diese angefordert wird (Artikel 38 des Erlasses).
- der betroffenen Gemeinde(n) die Umweltverträglichkeitsprüfung übermitteln, zwecks der Organisation einer öffentlichen Untersuchung (Artikel 38 und folgende des Erlasses).
- ggf. an einer Konzertierungsversammlung teilnehmen (Artikel 46 des Erlasses).
- den Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt erstellen (Artikel 52 des Erlasses).
- den Entwurf eines Erlasses ausarbeiten, durch den die Gemeinnützigkeit anerkannt wird, durch den beschlossen wird, den Sektorenplan einer Teilrevision zu unterziehen, und durch den diese Teilrevision vorläufig beschlossen wird — Übermittlung an die W.R.
- die Akte dem Gouverneur der betroffenen Provinz(en) übermitteln, um die öffentliche Untersuchung zu organisieren, falls keine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt wird.
- den Entwurf eines endgültigen Erlasses für die Teiländerung vorbereiten — Übermittlung der vollständigen Akte an die W.R.

6. Der Antrag auf Teilrevision des Sektorenplans

Der von der W.R. eingereichte Antrag auf Teilrevision des Sektorenplans wird dem Minister der Raumordnung übermittelt. Dieser leitet den Antrag an die D.G.A.T.L. weiter, um das Verfahren einzuleiten.

Nachdem die D.G.A.T.L. mit dem Antrag befaßt worden ist, fordert sie in Anwendung von Artikel 10 und folgenden des Erlasses die Mitwirkung eines zugelassenen Studienbüros an, um die Notiz über die vorherige Bewertung aufzustellen.

Das Dekret definiert diese Notiz als « das Dokument, das die ökologischen Hauptparameter des Projektes zusammenfaßt ».

Dieses Dokument hat hauptsächlich zum Zweck, der zuständigen Behörde, im vorliegenden Fall der W.R., die Möglichkeit zu bieten, die Notwendigkeit, eine Umweltverträglichkeitsprüfung vornehmen zu lassen, zu bewerten.

Die Form und der Inhalt der Notiz über die vorherige Bewertung sind in Anlage I-C des Erlasses festgelegt (Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. März 1993).

7. Inhalt der Notiz über die vorherige Bewertung

Neben den in Anlage I-C des Erlasses befindlichen Vorschriften enthält die Notiz bezüglich der Durchführung einer Teilrevision eines Sektorenplans das folgende:

1. Beschreibung des Projekts

1.1. Rechtfertigung des Projektes und dessen Standortes -- Beweisführung der Unmöglichkeit, das Projekt entsprechend der im geltenden Sektorenplan anderswo angebotenen Potentialitäten zu verwirklichen.

1.2. Rechtliche Lage

1.3. Geographische Lage

1.3.1. Wahl des geographischen Standortes

1.3.2. Beschreibung der unmittelbaren Umgebung des Gebiets

1.3.3. Verkehrswege (Straßen-, Wasser- und Bahnverbindungen) Zugänglichkeit mit den öffentlichen Verkehrsmitteln

1.4. Geplante Raumordnung im betroffenen Gebiet

1.4.1. Straßeninfrastruktur

1.4.2. Strom

1.4.3. Gas

1.4.4. Wasser: Versorgung, Ableitung, Klärung, Grundwasser

1.5. Pufferzonen

2. Anfangszustand der Umwelt

2.1. Benutzung des Bodens

2.2. Abiotisches Milieu

2.2.1. Klima: Niederschlagsmessung, Windgeschwindigkeit und -richtung, Temperatur

2.2.2. Geologie und Bodenkunde: Bodenbeschaffenheit, geologische Beschaffenheit, Grundwasserkunde (auf Grundlage bestehender Karten)

2.2.3. Topographie

2.2.4. Qualität der Luft

2.2.5. Hydrologie: physikochemische Qualität, biologische Qualität, Entnahmestellen

2.2.6. Lärm

2.3. Biotisches Milieu

2.3.1. Flora

2.3.2. Fauna

2.4. Lebensraum

2.4.1. Landschaftliche Elemente: landwirtschaftliche Blickfänge, Stätten, Denkmale, bemerkenswerte Bauten (unter Denkmalschutz gestellt,...)

2.4.2. Bewertung landschaftlicher Einheiten

2.4.3. Gebiet mit Sichtservitut

2.5. Sozialwirtschaftliche Umgebung

3. Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt
 - 3.1. Auswirkungen auf die Umwelt während der Raumordnungsarbeiten
 - 3.1.1. Auf das abiotische Milieu
 - 3.1.1.1. Qualität der Luft
 - 3.1.1.2. Hydrologie
 - 3.1.1.3. Lärm und Vibrationen
 - 3.1.2. Auf das biotische Milieu
 - 3.1.2.1. Flora
 - 3.1.2.2. Fauna
 - 3.1.3. Auf den Lebensraum
 - 3.1.3.1. Änderung des Bodenreliefs
 - 3.1.3.2. Blickbelästigungen
 - 3.2. Auswirkungen auf die Umwelt nach der Raumordnung
 - 3.2.1. Auf das abiotische Milieu
 - 3.2.1.1. Qualität der Luft
 - 3.2.1.2. Hydrologie
 - 3.2.1.3. Lärm und Vibrationen
 - 3.2.2. Auf das biotische Milieu
 - 3.1.2.1. Flora
 - 3.1.2.2. Fauna
 - 3.2.3. Auf den Lebensraum
 - 3.1.3.1. Änderung des Bodenreliefs
 - 3.1.3.2. Blickbelästigungen
 - 3.2.4. Auf die Benutzung des Bodens
 - 3.2.4.1. Unterbrechung der Grünflächenstruktur
 - 3.2.4.2. Neubewertung des Bodens
 - 3.2.4.3. Beeinträchtigung der Rentabilität der Funktionen
4. Entwicklung des Anfangszustandes der Umwelt, falls keine Teilrevision des Sektorenplans vorgenommen wird — Projektion
5. Maßnahmen, um die Auswirkungen des Projekts zu reduzieren oder aufzuheben
 - 5.1. Auf das abiotische Milieu
 - 5.1.1. Qualität der Luft
 - 5.1.2. Hydrologie
 - 5.1.3. Lärm und Vibrationen
 - 5.2. Auf das biotische Milieu
 - 5.2.1. Flora
 - 5.2.2. Fauna
 - 5.3. Auf den Lebensraum
 - 5.3.1. Landschaftliche Eingliederung
 - 5.4. Wirtschaftlicher und sozialer Aspekt
 - 5.5. Risiken
6. Umweltlastenheft für die zukünftigen Betriebe
7. Allgemeine Schlußfolgerungen des Verfassers über das Projekt einer Teilrevision — alternative Vorschläge
8. Gutachten der D.G.A.T.L. über den Antrag auf eine Teilrevision und über die Notiz
Nachdem er die hier bestimmte Notiz aufgestellt hat, übermittelt dessen Verfasser sie umgehend der D.G.A.T.L.
In diesem Stadium des Verfahrens können drei Fälle vorkommen:
entweder:
 1. Die Notiz scheint unvollständig zu sein (nicht ausführlich genug).
Die D.G.A.T.L. schlägt dann der W.R. vor, bei dem Verfasser der Notiz über die vorherige Bewertung zusätzliche Informationen anzufordern. In diesem Fall gibt die D.G.A.T.L. ihr Gutachten über die Zweckmäßigkeit, die Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen, nach Eingang der zusätzlichen Informationen ab,
oder:
 2. Die Notiz ist vollständig.
Die D.G.A.T.L. leitet die Notiz an die W.R. weiter und gibt ein begründetes Gutachten ab über die Zweckmäßigkeit, eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen.
Gegebenenfalls wird in diesem Gutachten angegeben, welche Informationen die Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten soll.
In Anwendung der vorliegenden Bestimmung gilt das Datum, an dem die W.R. das zusammen mit der Notiz abgegebene Gutachten der Verwaltung erhalten hat, als der Anfang der durch das Dekret und den Erlaß vorgeschriebenen Fristen.
oder:
 3. Die Notiz ist vollständig und ihre Schlußfolgerungen weisen auf deutliche Risiken für die Umwelt, wegen deren keine günstige Folge auf den Antrag auf eine Teilrevision geleistet werden kann.
Die D.G.A.T.L. leitet ein begründetes Gutachten über die Risiken für die Umwelt an die W.R. weiter und schlägt der W.R. vor, das Verfahren der Teilrevision nicht weiter zu führen.

9. Anzuwendende Verfahren, wenn die Notiz vollständig ist (8.B)

Bemerkung bezüglich der gewährten Fristen.

Die Erlasse der Wallonischen Regierung über die Zweckmäßigkeit, die in Anwendung von Artikel 40 des C.W.A.T.U.P. angenommenen Sektorenpläne Revisionen zu unterziehen, wenn diese Revisionen die Schaffung eines Industriegebiets oder eines Gebiets für handwerkliche Betriebe vorsehen, werden keiner verbindlichen Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen.

Infolgedessen muß der Beschluß, eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen, innerhalb von 30 Tagen, nachdem die W.R. das Gutachten der D.G.A.T.L. zusammen mit der Notiz (8.2.) oder die eventuell verlangten zusätzlichen Auskünfte (8.1.) erhalten hat, gefaßt werden.

9.1. Die D.G.A.T.L. gibt ein Gutachten ab mit der Schlußfolgerung, daß die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung nicht erforderlich ist

Wenn, nachdem die D.G.A.T.L. die Notiz geprüft hat, sie die Auswirkungen auf die Umwelt für gering hält, schlägt sie der W.R. durch begründetes Gutachten vor, keine U.V.P. durchführen zu lassen, und das Verfahren der Teilrevision des Sektorenplans, so wie es durch das C.W.A.T.U.P. organisiert worden ist, wieder aufzunehmen.

Nach Eingang der Akte, die unter anderem aus dem Gutachten der D.G.A.T.L. und aus der Notiz besteht, verfügt die W.R. über 30 Tage, um zu beschließen, ob sie eine U.V.P. durchführen läßt oder nicht.

9.1.1. Beschluß der W.R., keine U.V.P. durchführen zu lassen — Rechtsverwirkung — Wiederaufnahme des gewöhnlichen Verfahrens

In diesem Fall nimmt die D.G.A.T.L. das durch das C.W.A.T.U.P. organisierte Verfahren wieder auf, in dem Stadium, wo es unterbrochen worden war, d.h.: sie befragt die C.R.A.T. über die Zweckmäßigkeit einer Teilrevision des Sektorenplans.

Dieser Anfrage fügt die D.G.A.T.L. die Notiz, das von ihr vorher abgegebene Gutachten sowie ggf. den Beschluß der W.R., keine U.V.P. durchführen zu lassen, bei.

9.1.2. Beschluß der W.R., eine U.V.P. durchführen zu lassen

Innerhalb von 30 Tagen nach Eingang der Notiz beschließt die W.R., eine U.V.P. durchführen zu lassen.

Durch denselben Beschluß bestimmt sie den Inhalt der durchzuführenden U.V.P. und bezeichnet sie den gemäß des Erlasses zugelassenen Umweltverträglichkeitsprüfer, der damit beauftragt wird, diese Umweltverträglichkeitsprüfung durchzuführen. Dieser Umweltverträglichkeitsprüfer darf auf keinen Fall der Verfasser der Notiz über die vorherige Bewertung sein.

A. Rolle der D.G.A.T.L.

Der obenerwähnte Beschluß wird der D.G.A.T.L. unverzüglich übermittelt. Die D.G.A.T.L.:

- 1) gewährleistet die Mitteilung des vorgeschriebenen Inhalts an den Umweltverträglichkeitsprüfer
- 2) teilt dem C.W.E. über den gewöhnlichen Postweg die Wahl des Umweltverträglichkeitsprüfers mit
- 3) übermittelt der bzw. den betroffenen Gemeindeverwaltungen die Akte, die das folgende beinhaltet:

1° die Notiz;

2° den Beschluß der W.R., in dem eine U.V.P. vorgeschrieben und deren Inhalt bestimmt wird;

3° den Beschluß der W.R. mit ihrer Wahl in bezug auf den Umweltverträglichkeitsprüfer (Artikel 28 bis 34 des Erlasses)

(Die unter 2° und 3° erwähnten Beschlüsse können in derselben Urkunde enthalten sein.)

B. Verfahren der Anhörung der Öffentlichkeit, die vor der Umweltverträglichkeitsprüfung für Projekte von öffentlich-rechtlichen Personen vorgenommen wird. In Anwendung des Dekrets und des Erlasses muß das durch die Artikel 28 bis 34 des Erlasses geregelte Verfahren bezüglich der Anhörung der Öffentlichkeit, die vor der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgenommen wird, im Rahmen der Teilrevision eines Sektorenplans eingeleitet werden.

Innerhalb von 8 Tagen nach Eingang der unter A.3. erwähnten Dokumente und während 30 Tagen organisiert bzw. organisieren die durch das Projekt der Teilrevision eines Sektorenplans betroffene(n) Gemeindeverwaltung(en) eine öffentliche Untersuchung auf ihrem Gebiet (Artikel 29 und 30 des Erlasses).

Zwischen dem 6. und dem 15. Tag nach Beginn des Anschlags veranstaltet bzw. veranstalten die Gemeindeverwaltung(en) eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung eingeladen wird (Artikel 31 des Erlasses).

Bei dieser Versammlung müssen u.a. die folgenden Personen anwesend sein:

- ein oder mehrere Vertreter der W.R.;
- ein oder mehrere Vertreter der D.G.A.T.L.;
- der Umweltverträglichkeitsprüfer.

C. Öffentliche Untersuchung — Konzertierung — Gutachten über die Umweltverträglichkeitsprüfung

Wenn die Umweltverträglichkeitsprüfung beendet ist, wird sie in fünffacher Ausfertigung an die W.R. gerichtet.

Die verschiedenen Übermittlungen der Akte werden in Artikel 36 bis 40 des Erlasses erläutert.

Jedoch wird in diesem Fall vorgeschlagen, daß die D.G.A.T.L. die Zentralisierung der Dokumente und deren Übermittlung an die C.W.E., die C.R.A.T., die betroffene bzw. die betroffenen C.C.A.T. sowie an die Gemeindeverwaltung(en) gewährleistet.

Zwei Verfahren werden dann gleichzeitig eingeleitet:

- einerseits werden das Gutachten des C.W.E. sowie der C.C.A.T. und das der C.R.A.T. angefordert.
- andererseits wird eine öffentliche Untersuchung von 30 Tagen gemäß Artikel 41 bis 43 des Erlasses durch die Gemeindeverwaltung(en) organisiert.

Die Akte, die durch die Öffentlichkeit eingesehen werden kann, beinhaltet:

- die Notiz;
- den Beschluß, in dem eine U.V.P. vorgeschrieben und deren Inhalt bestimmt wird;
- das Protokoll der vorherigen Informationsversammlung;
- die U.V.P. (diese enthält eine Kartographie der geplanten Revision).

Das Schlußprotokoll der öffentlichen Untersuchung wird durch die Gemeindeverwaltung aufgesetzt und der D.G.A.T.L. übermittelt.

Außerdem muß die Gemeindeverwaltung innerhalb von 15 Tagen nach Eingang der oben beschriebenen Akte die Bekanntmachung zweimal in zwei Zeitungen der Gegend veröffentlichen lassen (Artikel 42 des Erlasses).

Wenn die Anzahl der Beschwerdeführer mindestens 25 beträgt, muß die Gemeindeverwaltung eine Konzertierungsversammlung am 21. Tag nach Ablauf der Anschlagfrist veranstalten (Artikel 45 bis 50 des Erlasses).

Bei dieser Versammlung müssen in der Gruppe der neun Vertreter der « zuständigen Behörde » insbesondere die folgenden Personen anwesend sein:

- ein oder mehrere Vertreter der W.R.;
- ein oder mehrere Vertreter der D.G.A.T.L. (Artikel 46 des Erlasses);

Es liegt dem Vertreter der W.R. ob, den Vorsitz der Versammlung zu führen (Artikel 49 des Erlasses) und deren Protokoll zu erstellen (Artikel 50).

In Anwendung von Artikel 51 des Erlasses werden die verschiedenen oben vorgesehenen Fristen, mit Ausnahme der in Artikel 50 erwähnten Frist, während der Monate Juli und August ausgesetzt.

D. Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt

Der Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt wird durch die D.G.A.T.L. erstellt.

Der Inhalt dieses Dokuments wird in Artikel 53 des Erlasses bestimmt. Es handelt sich um eine Zusammenfassung, in der die sämtlichen bei dem Verfahren der Bewertung herausgekommenen Elemente dargestellt werden:

- die Umweltverträglichkeitsprüfung;
- die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung(en);
- das Protokoll der etwaigen Konzertierungsversammlung(en);
- die durch den C.W.E., die C.C.A.T. und die C.R.A.T. abgegebenen Gutachten;
- die etwaigen Bemerkungen der benachbarten Gemeinden und Provinzen, Regionen und Staaten...;
- die Schlußfolgerungen der D.G.A.T.L.

Wenn dieser Bericht erstellt worden ist, wird er der W.R., dem Umweltverträglichkeitsprüfer, der bzw. den betroffenen Gemeindeverwaltungen sowie den Teilnehmern an der Konzertierungsversammlung(en), wenn diese stattgefunden hat bzw. haben, zugeschickt.

Nach Erhalt des Berichts über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt hängt bzw. hängen die betroffene(n) Gemeindeverwaltung(en) während 15 Tagen eine Bekanntmachung aus, in der mitgeteilt wird, daß dieser Bericht an dem von ihr bestimmten Ort eingesehen werden kann.

Mit der Veröffentlichung des Berichts wird das Verfahren zur Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt abgeschlossen. Das Verfahren der Teilrevision des Sektorenplans wird dann wieder aufgenommen, sowie es im C.W.A.T.U.P. bestimmt ist.

E. Wiederaufnahme des Verfahrens der Teilrevision des Sektorenplans nach der U.V.P.

Nachdem die D.G.A.T.L. die Begutachtung der C.R.A.T. angefordert hat, verfaßt sie den Entwurf eines Erlasses, durch den die Gemeinnützigkeit anerkannt wird, durch den beschlossen wird, daß der Sektorenplan einer Teilrevision zu unterziehen ist, und durch den diese Teilrevision vorläufig beschlossen wird.

Die W.R. unterzeichnet den obenerwähnten Erlaß (Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*).

Normalerweise wird dann in Anwendung des C.W.A.T.U.P. eine öffentliche Untersuchung von 45 Tagen vom Gouverneur der betroffenen Provinz(en) organisiert.

Jedoch lautet Artikel 20 des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region wie folgt: « Wenn die zuständige Behörde die Erstellung einer Studie über die Aus- und Nachwirkungen gemäß Artikel 10 § 4 vorschreibt, hat dies zur Folge, daß die Bestimmungen bezüglich der öffentlichen Untersuchung und der Sondermaßnahmen über die Veröffentlichungen, die in anderen Gesetzen, Dekreten und Verordnungen enthalten sind, nicht durchgeführt werden. »

Infolgedessen muß die durch das C.W.A.T.U.P. erwähnte öffentliche Untersuchung nicht mehr organisiert werden.

Der Gouverneur fordert das Gutachten der betroffenen Gemeinden und des ständigen Ausschusses über das Projekt der Teiländerung (30 Tage) an.

Um das Gutachten der C.R.A.T. anzufordern übermittelt die D.G.A.T.L. dem Gouverneur die Bemerkungen und Beanstandungen, die aus der bei dem Einsatz des Systems der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt organisierten öffentlichen Untersuchung herausgekommen sind, ggf. das Protokoll der Konzertierungsversammlungen und den Bericht über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt.

Die C.R.A.T. überprüft die Gutachten, die Bemerkungen und Beanstandungen, die aus der Untersuchung(en) herausgekommen sind, kommentiert und schlägt eventuelle Abänderungen zum Entwurf der Teilrevision des Sektorenplans vor.

Anschließend schickt sie dem Gouverneur der Provinz die Akte mit ihrem Gutachten zurück (45 Tage).

Der Gouverneur der Provinz schickt der W.R. die vollständige Akte zurück.

Die W.R. schickt der D.G.A.T.L. die Akte zurück; die D.G.A.T.L. verbessert eventuell die « Projekt »-Pläne, verfaßt einen Entwurf des endgültigen Erlasses zur Teiländerung des Sektorenplans und übermittelt der W.R. die vollständige Akte.

Die W.R. unterzeichnet den endgültigen Erlaß zur Teiländerung des Sektorenplans (Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*).

Die W.R. übermittelt der bzw. den betroffenen Gemeindeverwaltung(en) eine Kopie des Erlasses (Artikel 56 des Erlasses).

Innerhalb von 15 Tagen nach der obenerwähnten Mitteilung und während dreißig Tagen hängt die Gemeindeverwaltung bzw. hängen die Gemeindeverwaltungen Bekanntmachungen aus, in denen mitgeteilt wird, daß der Erlaß an dem von ihr (ihnen) bestimmten Ort und während der von ihr (ihnen) bestimmten Zeiten eingesehen werden kann (Artikel 57 bis 59 des Erlasses).

9.2. Die D.G.A.T.L. schlägt der W.R. vor, eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen

Wenn bei der Prüfung der Notiz die D.G.A.T.L. die Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt für erheblich hält, schlägt sie der W.R. mittels gehöriger Begründung vor, eine U.V.P. durchführen zu lassen.

Sie fügt dem Bericht die Notiz und einen Vorschlag des vorzuschreibenden Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung bei.

Die W.R. entscheidet innerhalb von 30 Tagen nach Empfang dieser Dokumente über die Zweckmäßigkeit, eine U.V.P. vorzuschreiben.

In diesem Hinblick,

— entweder hält sie es für notwendig, eine U.V.P. durchführen zu lassen, und das unter 9.2.1. bestimmte Verfahren ist in diesem Fall anzuwenden;

— oder die Frist von 30 Tagen ist abgelaufen, und das Projekt gilt in diesem Fall als von dem Rest des Verfahrens der Bewertung befreit.

Das durch das C.W.A.T.U.P. vorgeschriebene Verfahren wird dann wieder aufgenommen (siehe Punkt 9.1.1.);

— oder sie beschließt nach Prüfung der Notiz, keine U.V.P. durchführen zu lassen, und das durch das C.W.A.T.U.P. vorgeschriebene Verfahren wird dann wieder aufgenommen (siehe Punkt 9.1.1.).

10. Wahl des zugelassenen Verfassers bzw. Umweltverträglichkeitsprüfers

10.1. Für die Erstellung der Notiz über die vorherige

Bewertung zugelassener Verfasser Gemäß der Dekret- und verordnungsmäßigen Vorschriften bezüglich der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt ist es nicht erforderlich, daß die Notiz von einem zugelassenen Verfasser erstellt wird; in Anbetracht aber einerseits des Spezifität und der Komplexität solcher Akten und andererseits, daß in diesem Fall der Antragsteller und die zuständige Behörde beide die W.R. sind, gibt es Anlaß, um den Bürgern die maximale Objektivität zu garantieren, im Rahmen dieser Notiz die Mitwirkung eines unabhängigen Verfassers anzufordern.

In diesem Hinblick erweist sich als nützlich, sich auf Artikel 11 § 2 des Dekrets und auf Artikel 10 und folgende des Erlasses zu beziehen, um die zugelassenen Verfasser, die zur Erstellung der Notiz berechtigt sind, zu bestimmen.

Diese Verfasser müssen auf jeden Fall mindestens für die Kategorie « Raumordnung und Städtebau » bestimmungsmäßig zugelassen sein.

10.2. Für die Durchführung der U.V.P. zugelassener

Umweltverträglichkeitsprüfer soweit die Notiz über die vorherige Bewertung, die dem Projekt beigefügt wird, von einem zugelassenen Verfasser erstellt worden ist, kann dieser Verfasser niemals an der Durchführung der U.V.P. teilnehmen.

Namur, den 30. November 1994.

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
A. Baudson.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

30 NOVEMBER 1994. — Ministeriële omzendbrief betreffende de toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 maart 1993 tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest

1. Voorwerp

Bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 maart 1993, artikelen 1 en 2, onderwerpt de Waalse Regering « de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de opportuniteit om de overeenkomstig artikel 40 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium opgemaakte gewestplannen te herzien wanneer die herzieningen de oprichting van industriële of ambachtelijke gebieden voorzien » aan het milieu-effectrapport bepaald bij het decreet van 11 september 1985.

Deze omzendbrief heeft tot doel, in het kader van gedeeltelijke gewestplanherzieningen die de oprichting van industriële of ambachtelijke gebieden voorzien, de voor de milieu-effectbeoordeling noodzakelijke regels vast te stellen, zoals georganiseerd bij het bovengenoemde decreet van 11 september 1985 en zijn toepassingsbesluit van 31 oktober 1991.

Deze omzendbrief is een toepasselijke overgangsmaatregel in afwachting van een wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium en van het bovengenoemde decreet van 11 september 1985. Zij beoogt de integratie van het begrip « analyse van de effecten op het leefmilieu en de ruimtelijke ordening » in de procedures tot uitwerking en herziening van de plannen van aanleg.

2. Afkortingen

W.R. : Waalse Regering.

D.G.A.T.L. : « Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement » (Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting).

M.E.B. : Milieu-effectbeoordeling.

C.R.A.T. : « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening).

C.C.A.T. : « Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire » (Gemeentelijke Adviescommissie voor Ruimtelijke Ordening).

Het decreet : het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Het besluit : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest.

C.W.A.T.U.P. : « Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine » (Het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium).

3. Herhaling : Doelstellingen van de procedure inzake milieu-effectbeoordeling

Het geheel van deze wetgeving heeft tot doel een groot aantal ontwerpen te onderwerpen aan een beoordeling van de rechtstreekse of onrechtstreekse effecten ervan op korte, middellange en lange termijn, op :

— het abiotische milieu (klimaat, bodem, water...);

— het biotische milieu (mens, fauna, flora...);

— het leefklimaat (landschap, materiële goederen, cultureel erfdeel).

Deze beoordeling wordt als een beslissingspunt beschouwd.

4. Inwerkingtreding

Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 maart 1993 is krachtens artikel 6 ervan in werking getreden op 5 mei 1993, dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

5. Rol van de « D.G.A.T.L. » — Bevoegd bestuur

In het raam van een procedure van gedeeltelijke gewestplanherziening waarin de milieu-effectbeoordeling geïntegreerd is, moet de « D.G.A.T.L. » hoofdzakelijk volgende opdrachten vervullen :

- de door de W.R. aangevraagde procedure van gedeeltelijke herziening starten;
- een erkende auteur met de opstelling van het voorafgaande milieu-effectrapport belasten;
- het voorafgaande milieu-effectrapport in ontvangst nemen en een rapport over de kwaliteit en het volledige karakter ervan aan de W.R. sturen;
- de W.R. advies geven over de opportuniteit om een M.E.R. op te leggen;
- met de W.R. meewerken aan het opstellen van het milieu-effectrapport;
- in voorkomend geval de informatievergadering bijwonen (artikel 31 van het besluit);
- met de « C.W.E. » (Conseil wallon de l'Environnement) (Waalse Raad voor het Leefmilieu), de « C.C.A.T. » of de « C.R.A.T. » meewerken als er om hulp verzocht wordt (artikel 38 van het besluit);
- de M.E.B. aan de betrokken gemeente(n) sturen met het oog op de uitvoering van een openbaar onderzoek (artikel 36 en volgende van het besluit);
- in voorkomend geval de overlegvergadering bijwonen (artikel 46 van het besluit);
- het milieu-effectrapport opstellen (artikel 52 van het besluit);
- een ontwerp van besluit uitwerken waarbij het algemeen nut is vastgesteld, de gedeeltelijke gewestplanherziening is besloten en voorlopig bepaald — doorzenden naar de W.R.;
- het dossier naar de gouverneur van de betrokken provincie(s) doorsturen met het oog op de uitvoering van een openbaar onderzoek indien niet wordt overgegaan tot een M.E.B.;
- een definitief ontwerp van besluit tot gedeeltelijke wijziging voorbereiden — het volledige dossier aan de W.R. sturen.

6. Aanvraag om gedeeltelijke gewestplanherziening

De door de W.R. aangevraagde gedeeltelijke gewestplanherziening wordt meegedeeld aan de Minister van Ruimtelijke Ordening. Deze laatste stuurt de aanvraag vervolgens door naar de « D.G.A.T.L. » ten einde de procedure te voeren.

Zodra de « D.G.A.T.L. » in kennis van de aanvraag is, verzoekt ze, overeenkomstig artikel 10 en volgende van het besluit, om de tussenkomst van een erkend adviesbureau voor de opstelling van het voorafgaande milieu-effectrapport.

Het decreet omschrijft het rapport als zijnde « het document dat de voornaamste ecologische parameters van het ontwerp samenvat ».

Dit document heeft tot hoofddoel de bevoegde overheid, in dit geval de W.R., te laten beslissen of een M.E.B. noodzakelijk is.

De vorm en de inhoud van het voorafgaande milieu-effectrapport worden omschreven in bijlage I-C bij het besluit (artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 maart 1993).

7. Inhoud van het voorafgaande milieu-effectrapport

Naast de in bijlage I-C bij het besluit bedoelde voorschriften omvat het rapport over de gedeeltelijke gewestplanherziening :

1. Beschrijving van het project
 - 1.1. Rechtvaardiging van het project en van de localisatie ervan -- Aantonen dat het project onuitvoerbaar is op grond van de potentialiteiten die het van kracht zijnde gewestplan elders biedt
 - 1.2. Rechtstoestand
 - 1.3. Geographische ligging
 - 1.3.1. Geographische vestiging
 - 1.3.2. Beschrijving van het onmiddellijke leefmilieu van het gebied
 - 1.3.3. Verkeerswegen (weg-, binnenvaart- en spoorverbindingen)
 - Bereikbaarheid met het openbaar vervoer
 - 1.4. Geplande ordening in het betrokken gebied
 - 1.4.1. Wegeninfrastructuur
 - 1.4.2. Elektriciteit
 - 1.4.3. Gas
 - 1.4.4. Water : voorziening, afvoer, zuivering, ondergronds waterbekken
 - 1.5. Bufferzones
2. Oorspronkelijke staat van het leefmilieu
 - 2.1. Ingebruikneming van de grond
 - 2.2. Abiotisch milieu
 - 2.2.1. Klimaat : regenmeting, windsnelheid en -richting, temperatuur
 - 2.2.2. Geologie en pedologie : pedologische samenstelling, geologische samenstelling, hydrogeologie (op grond van de bestaande kaarten)
 - 2.2.3. Topografie
 - 2.2.4. Luchtkwaliteit
 - 2.2.5. Hydrologie : fysisch-chemische kwaliteit, biologische kwaliteit, waterwinningen
 - 2.2.6. Geluid
 - 2.3. Biotisch milieu
 - 2.3.1. Flora
 - 2.3.2. Fauna
 - 2.4. Leefklimaat
 - 2.4.1. Elementen van het landschap : landschappelijke blikvangers, sites, monumenten, waardevolle (beschermd...) gebouwen
 - 2.4.2. Beoordeling van landschappelijke elementen
 - 2.4.3. Zones met beschermd uitzicht op de site
 - 2.5. Sociaal-economische omgeving

3. Effecten van het project op het milieu
 - 3.1. Effecten op het milieu tijdens de ordening
 - 3.1.1. Op het abiotische milieu
 - 3.1.1.1. Luchtkwaliteit
 - 3.1.1.2. Hydrologie
 - 3.1.1.3. Geluiden en trillingen
 - 3.1.2. Op het biotische milieu
 - 3.1.2.1. Flora
 - 3.1.2.2. Fauna
 - 3.1.3. Op het leefklimaat
 - 3.1.3.1. Reliëfwijziging
 - 3.1.3.2. Visuele hinder
 - 3.2. Effecten op het milieu na de ordening
 - 3.2.1. Op het abiotische milieu
 - 3.2.1.1. Luchtkwaliteit
 - 3.2.1.2. Hydrologie
 - 3.2.1.3. Geluiden en trillingen
 - 3.2.2. Op het biotische milieu
 - 3.2.2.1. Flora
 - 3.2.2.2. Fauna
 - 3.2.3. Op het leefklimaat
 - 3.2.3.1. Reliëfwijziging
 - 3.2.3.2. Visuele hinder
 - 3.2.4. Op de bestemming van de gronden
 - 3.2.4.1. Ontbinding van groengebieden
 - 3.2.4.2. Grondrevaluatie
 - 3.2.4.3. Inbreuk op de rentabiliteit van de functies
4. Evolutie van de oorspronkelijke staat van het milieu als het gewestplan niet aan een gedeeltelijke herziening wordt onderworpen — prognose
5. Maatregelen om de effecten van het project te verzachten of uit te schakelen
 - 5.1. Op het abiotische milieu
 - 5.1.1. Luchtkwaliteit
 - 5.1.2. Waterkunde
 - 5.1.3. Geluiden en trillingen
 - 5.2. Op het biotische milieu
 - 5.2.1. Flora
 - 5.2.2. Fauna
 - 5.3. Op het leefklimaat
 - 5.3.1. Integratie van het landschap
 - 5.4. Sociaal en economisch aspect
 - 5.5. Risico's
6. Milieubestek voor toekomstige ondernemingen
7. Algemene conclusies van de auteur over het ontwerp van gedeeltelijke herziening — alternatieve voorstellen
8. Advies van de « D.G.A.T.L. » over de aanvraag om gedeeltelijke herziening en het rapport
Zodra het hier omschreven rapport is opgesteld, stuurt de auteur het onverwijld aan de « D.G.A.T.L. ».
In dit stadium van de procedure zijn 3 oplossingen mogelijk :
 1. Het rapport schijnt onvolledig te zijn (niet uitvoerig genoeg).
De « D.G.A.T.L. » stelt de W.R. voor om de auteur van het voorafgaande rapport om aanvullende informatie te vragen. In dit geval wordt het advies van de « D.G.A.T.L. » over de opportuniteit om tot een M.E.B. over te gaan in aanmerking genomen na ontvangst van de aanvullende informatie.
 2. Het rapport is volledig.
De « D.G.A.T.L. » stuurt het rapport aan de W.R. en brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit om tot een M.E.B. over te gaan. In voorkomend geval bevat dit advies de eisen m.b.t. de inhoud van de M.E.B.
Overeenkomstig deze onderrichting dient de datum waarop de W.R. het advies van het bestuur samen met het rapport heeft ontvangen te worden beschouwd als ontvangdatum van de bij het decreet en het besluit voorgeschreven termijn.
 3. Het rapport is volledig en de conclusies ervan wijzen op duidelijke risico's voor het leefmilieu die aantonen dat onmogelijk kan worden ingegaan op de aanvraag om gedeeltelijke herziening
De « D.G.A.T.L. » stuurt een met redenen omkleed rapport over de risico's voor het leefmilieu aan de W.R. en stelt haar voor om de procedure inzake gedeeltelijke gewestplanherziening niet voort te zetten.
9. Procedures die van toepassing zijn wanneer het rapport volledig is (8.B)
Opmerking m.b.t. de toegestane termijn.
De besluiten van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de opportuniteit om de overeenkomstig artikel 40 van het « C.W.A.T.U.P. » opgemaakte gewestplannen te herzien wanneer de herzieningen de oprichting van industriële of ambachtelijke gebieden voorzien, worden niet aan een verplichte M.E.B. onderworpen.
Dienovereenkomstig dient de beslissing om tot een M.E.B. over te gaan te worden genomen binnen 30 dagen na ontvangst, door de W.R., van het advies van de « D.G.A.T.L. » samen met het rapport (8.2), of van de eventueel opgevraagde bijkomende inlichtingen (8.1).
 - 9.1. De « D.G.A.T.L. » is van mening dat een M.E.B. niet nodig is
Als de « D.G.A.T.L. », na kennisneming van het rapport, van oordeel is dat de milieueffecten onbeduidend zijn, stelt zij de W.R. bij een met redenen omkleed advies voor om niet tot een M.E.B. over te gaan en de procedure inzake gedeeltelijke gewestplanherziening te hervatten zoals ze op basis van het « C.W.A.T.U.P. » wordt gevoerd.

In dat opzicht heeft de W.R., na ontvangst van het dossier bestaande o.a. uit het advies van de « D.G.A.T.L. » en uit het rapport, 30 dagen om te beslissen of al dan niet tot een M.E.B. moet worden overgegaan.

9.1.1. Beslissing van de W.R. om niet tot een M.E.B. over te gaan — Verval — Hervatting van de gewone procedure

In dit geval hervat de « D.G.A.T.L. » de op basis van het « C.W.A.T.U.P. » gevoerde procedure waar zij onderbroken werd, wat inhoudt dat zij de « C.R.A.T. » ondervraagt over de opportuniteit van een gedeeltelijke gewestplanherziening.

Bij deze aanvraag voegt de « D.G.A.T.L. » het rapport, haar voorafgaand advies alsook, in voorkomend geval, de beslissing van de W.R. om niet tot een M.E.B. over te gaan.

9.1.2. Beslissing van de W.R. om tot een M.E.B. over te gaan

Binnen 30 dagen na ontvangst van het rapport beslist de W.R. om tot een M.E.B. over te gaan.

Bij deze beslissing stelt zij de inhoud van de M.E.B. vast en stelt ze de overeenkomstig het besluit erkende auteur aan die met de beoordeling belast zal worden.

Deze auteur mag in geen enkel geval de auteur van het voorafgaande rapport zijn.

A. Rol van de « D.G.A.T.L. »

De hierboven bedoelde beslissing wordt onverwijld meegedeeld aan de « D.G.A.T.L. » die :

1) voor de kennisgeving van de aan de auteur voorgeschreven inhoud zorgt;

2) de « C.W.E. » bij gewone brief over de keuze van de auteur inlicht;

3) het dossier aan het (de) betrokken gemeentebestuur(uren) stuurt. Dit dossier omvat :

1° het rapport;

2° de beslissing van de W.R. om tot een M.E.B. te laten overgaan en de inhoud ervan te laten bepalen;

3° de beslissing van de W.R. waarin haar keuze van de M.E.B.-auteur voorkomt (artikelen 28 tot 34 van het besluit).

(De in 2° en 3° bedoelde beslissingen kunnen in dezelfde akte opgenomen worden.)

B. Aan de M.E.B. voorafgaande procedure inzake raadpleging van het publiek voor projecten van publiekrechtelijke personen

Overeenkomstig het decreet en het besluit moet de in de artikelen 28 tot 34 van het besluit bedoelde procedure inzake raadpleging van het publiek die voorafgaat aan de M.E.B. gevoerd worden in het raam van de gedeeltelijke gewestplanherziening.

Binnen 8 dagen na ontvangst van de in A.3. bedoelde documenten stelt (stellen) het (de) bij het project van gedeeltelijke gewestplanherziening betrokken gemeentebestuur(uren) een openbaar onderzoek in op zijn (hun) grondgebied (artikelen 29 en 30 van het besluit).

Tussen de 8e en de 15e aanplakdag wordt het publiek door het (de) gemeentebestuur(uren) op een informatievergadering uitgenodigd (artikel 31 van het besluit).

Op die vergadering moeten o.a. aanwezig zijn :

— één of meerdere vertegenwoordigers van de W.R.;

— één of meerdere vertegenwoordigers van de « D.G.A.T.L. »;

— de auteur van de M.E.B.

C. Openbaar onderzoek — Overleg — Advies over de M.E.B.

Wanneer de M.E.B. beëindigd is, wordt ze in vijf exemplaren aan de W.R. gericht.

De verschillende etappes van het dossier worden in de artikelen 36 tot 40 van het besluit uitgelegd.

In dat opzicht wordt evenwel gesuggereerd dat de « D.G.A.T.L. » zorgt voor de centralisatie van de documenten en de overbrenging ervan aan de « C.W.E. », de « C.R.A.T. », de betrokken « C.C.A.T.(s) » alsook aan het/de gemeentebestuur(uren).

Twee procedures worden dan simultaan gevoerd :

— enerzijds wordt om het advies van de « C.W.E. », de « C.C.A.T.(s) » en de « C.R.A.T. » verzocht;

— anderzijds wordt overeenkomstig de artikelen 41 tot 43 van het besluit één openbaar onderzoek van 30 dagen door het (de) gemeentebestuur(uren) ingesteld.

Het aan de raadpleging van het publiek onderworpen dossier omvat :

— het rapport;

— de beslissing waarbij de M.E.B. wordt voorgeschreven en de inhoud ervan bepaald;

— de notulen van de voorafgaande informatievergadering;

— de M.E.B. (met een cartografie van de geplande herziening).

Het proces-verbaal van sluiting van het openbaar onderzoek wordt door het gemeentebestuur opgemaakt en aan de « D.G.A.T.L. » gestuurd.

Bovendien moet het gemeentebestuur het bericht van onderzoek binnen 15 dagen na ontvangst van het dossier twee keer laten publiceren in twee dagbladen die in de streek verspreid worden (artikelen 42 tot 50 van het besluit).

Als het aantal eisers groter dan of gelijk aan 25 is, moet het gemeentebestuur een overlegvergadering bijeenroepen op de 21e dag na het verstrijken van de aanplaktermijn (artikelen 45 tot 50 van het besluit).

Binnen de groep van 9 personen die « de bevoegde overheid » vertegenwoordigen moeten op deze vergadering o.a. aanwezig zijn :

— een of meerdere vertegenwoordigers van de W.R.;

— een of meerdere vertegenwoordigers van de « D.G.A.T.L. » (artikel 46 van het besluit).

De vertegenwoordiger van de W.R. bekleedt het voorzitterschap van de vergadering (artikel 49 van het besluit) en maakt de notulen ervan op (artikel 50).

Overeenkomstig artikel 51 van het besluit worden de hierboven bepaalde termijnen tijdens de maanden juli en augustus geschorst, behalve die bedoeld in artikel 50.

D. Het milieu-effectrapport

De « D.G.A.T.L. » stelt het milieu-effectrapport op.

De inhoud van dit document wordt in artikel 53 van het besluit vastgesteld. Het gaat om een synthese waarin de aandacht wordt gevestigd op alle elementen die tijdens de beoordelingsprocedure te voorschijn zijn gekomen, te weten :

— de M.E.B.;

— de resultaten van het (de) openbare onderzoek(en);

- de notulen van de eventuele overlegvergadering(en);
- de door de « C.W.E », de « C.C.A.T. », de « C.R.A.T. » uitgebrachte adviezen;
- de eventuele opmerkingen van de naburige gemeenten, provincies, gewesten en Staten...;
- de conclusies van de « D.G.A.T.L. ».

Zodra dit rapport is opgesteld, wordt het doorgestuurd naar de W.R., de auteur van de M.E.B., het (de) betrokken gemeentebestuur(uren) alsook naar de mensen die de eventuele overlegvergadering(en) hebben bijgewoond.

Na ontvangst van het milieu-effectrapport laat/laten het (de) gemeentebestuur(uren) gedurende 15 dagen een bericht aanplakken waarbij wordt aangekondigd dat het milieu-effectrapport ter inzage ligt op een door hem (hen) bepaalde plaats.

De M.E.B.-procedure wordt gesloten met de bekendmaking van het rapport.

De procedure inzake gedeeltelijke gewestplanherziening wordt dan voortgezet zoals bepaald in het « C.W.A.T.U.P. ».

E. Hervatting van de procedure inzake gedeeltelijke gewestplanherziening na de M.E.B.

Nadat zij om het advies van de « C.R.A.T. » heeft verzocht, stelt de « D.G.A.T.L. » een besluitontwerp op waarbij het algemeen nut wordt erkend, de gedeeltelijke gewestplanherziening wordt beslist en voorlopig bepaald.

De W.R. tekent het bovengenoemde besluit (bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*).

Normaliter wordt thans, overeenkomstig het « C.W.A.T.U.P. », een openbaar onderzoek van 45 dagen door de gouverneur van de betrokken provincie(s) georganiseerd.

Artikel 20 van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling bepaalt echter dat « het voorschrijven door de bevoegde autoriteit van het opstellen van een studie inzake de weerslagen op het leefmilieu krachtens artikel 10, § 4, als gevolg heeft de aanwending te verhinderen van de bepalingen met betrekking tot het openbaar onderzoek en de in andere wetten, verordeningen en reglementen vervatte bijzondere maatregelen inzake bekendmaking ».

Bijgevolg moet het in het « C.W.A.T.U.P. » bedoelde openbaar onderzoek niet meer georganiseerd worden.

De gouverneur verzoekt om het advies van de betrokken gemeenten en de bestendige deputatie over het ontwerp van gedeeltelijke wijziging (30 dagen).

Teneinde het advies van de « C.R.A.T. » in te winnen, bezorgt de « D.G.A.T.L. » de gouverneur de opmerkingen en bezwaarschriften die voortvloeiën uit het tijdens de M.E.E. georganiseerde openbaar onderzoek alsook, in voorkomend geval, de notulen van de overlegvergaderingen en het milieu-effectrapport.

De « C.R.A.T. » gaat de uit het (de) onderzoek(en) voortkomende adviezen, opmerkingen en klachten na, levert er commentaar op en stelt eventueel voor om wijzigingen in het ontwerp van gedeeltelijke gewestplanherziening aan te brengen.

Vervolgens stuurt ze het dossier samen met haar advies terug naar de gouverneur van de provincie (45 dagen).

De gouverneur van de provincie stuurt het volledige dossier terug naar de W.R.

De W.R. stuurt het dossier terug naar de « D.G.A.T.L. » die de plannen « projecten » eventueel verbetert, een definitief ontwerp van besluit tot gedeeltelijke gewestplanwijziging opstelt en het volledige dossier terug naar de W.R. stuurt.

De W.R. tekent het definitieve besluit tot gedeeltelijke gewestplanwijziging (bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*).

De W.R. richt een afschrift van het besluit aan het (de) gemeentebestuur(uren) (artikel 56 van het besluit).

Binnen 15 dagen na de bovenvermelde kennisgeving laat (laten) het (de) gemeentebestuur(uren) gedurende 30 dagen berichten aanplakken waarbij aangekondigd wordt dat het besluit op de door hem (hen) bepaalde plaats en tijdens de door hem (hen) gekozen uren geraadpleegd kan worden (artikelen 57 tot 59 van het besluit).

9.2 De « D.G.A.T.L. » stelt de W.R. voor om tot een M.E.B. over te gaan

Als de « D.G.A.T.L. », na analyse van het rapport, van oordeel is dat het ontwerp aanzienlijke effecten op het leefmilieu heeft, doet zij de W.R. een behoorlijk gemotiveerd voorstel om tot een M.E.B. over te gaan.

Bij dit rapport voegt zij het milieu-effectrapport en een voorstel voor het te verrichten onderzoek.

Na ontvangst van deze documenten beslist de W.R. binnen 30 dagen over de opportuniteit om tot een M.E.B. over te gaan.

In dat opzicht bestaan drie mogelijkheden :

- Zij acht een M.E.B. noodzakelijk en de in 9.1.2. bepaalde procedure is van toepassing.
- De termijn van 30 dagen is verstreken en het ontwerp is niet langer het voorwerp van de overige beoordeling. De in het « C.W.A.T.U.P. » bedoelde procedure wordt dan voortgezet (zie 9.1.1.).
- Zij beslist, na lezing van het milieu-effectrapport, om niet tot een M.E.B. over te gaan en de in het « C.W.A.T.U.P. » bedoelde procedure wordt voortgezet (zie 9.1.1.).

10. Keuze van de erkende auteur

10.1. Erkende auteur om het voorafgaande milieu-effectrapport op te stellen

In de decretale en reglementaire bepalingen betreffende de M.E.B. wordt niet geëist dat het rapport door een erkende auteur opgesteld wordt. Maar gelet enerzijds op het particularisme en de complexiteit van dit soort dossiers en anderzijds dat de persoon van de W.R. verwarring schept m.b.t. de hoedanigheden van eiser en bevoegde overheid, is het raadzaam een beroep te doen op een zelfstandige erkende auteur voor het opstellen van het bovengenoemde rapport, opdat de burgers de meest objectieve procedure kunnen genieten.

In dat verband is het nuttig te verwijzen naar artikel 11, § 2, van het besluit en naar artikel 10 en volgende van het besluit om de voor het opstellen van het rapport gemachtigde erkende auteurs aan te duiden.

Deze auteurs moeten in ieder geval behoorlijk erkend zijn, althans voor de categorie « Ruimtelijke Ordening en Stedebouw ».

10.2 Erkende auteur voor de uitvoering van de M.E.B.

Indien het bij het ontwerp gevoegde voorafgaande milieu-effectrapport door een erkende auteur is opgesteld, mag deze laatste in geen enkel geval tussenkomen in een M.E.B.

Namen, 30 november 1994.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. Baudson.